



Centre Hospitalier
BUÉCH-DURANCE

CENTRE HOSPITALIER
Intercommunal des Alpes du Sud
Gap - Sisteron

Centre Hospitalier
des Escartons
Briançon

Hôpital Pierre GROSSES
Barcelonnette

CENTRE
HOSPITALIER
EMBRUN

Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

CHICAS - Cellule des Marchés

Tél. : 04.92.40.28.04

Fax : 04.92.40.61.68

E-mail : cellulemarches@chicas-gap.fr



Groupement
Hospitalier de Territoire
Alpes du Sud

Gap-Sisteron • Briançon • Laragne • Embrun • Alpuget • Barcelonnette

SE9 N123

FOURNITURE ET LIVRAISON DE BOISSONS DANS LE CADRE DU GROUPEMENT DE COMMANDES DU GHT DES ALPES DU SUD – FBOISS25

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES PARTICULIERES N° 001-2025 (CCP)

Marché passé en appel d'offres ouvert en application des dispositions relatives aux marchés publics :
des articles R. 2161-1, R. 2161-2, R. 2161-3, R. 2161-4 et R. 2161-5 du Code de la Commande Publique.

Passation d'un ACCORD-CADRE DE FOURNITURES (article R. 2162-2), exécuté au moyen de BONS DE COMMANDES (articles R. 2162-13 et R. 2162-14).

Code nomenclature DGOS : HD10BOOO HOTELLERIE
RESTAURATION Denrées alimentaires Boisson

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHÉ	4
1-1 OBJET DU MARCHÉ	4
1-2 DECOMPOSITION DU MARCHÉ	4
1-3 FORME DU MARCHÉ	4
1-4 DUREE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
2-1 PIECES CONTRACTUELLES	6
2-2 ASSURANCES	6
ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION	6
3-1 COMMANDES	6
3-2 CONDITIONS DE LIVRAISON	7
3-3 VERIFICATIONS A LA LIVRAISON	8
3-3.1 Vérification quantitative	8
3-3.2 Vérification qualitative	8
3-3.3 Admissions	9
3-4 SUIVI D'EXECUTION DU MARCHÉ	10
LE TITULAIRE TRANSMET A LA CELLULE DES MARCHES PAR VOIE ELECTRONIQUE (CELLULEMARCHES@CHICAS- GAP.FR), TOUS LES 12 MOIS, UN RELEVÉ DES CONSOMMATIONS PAR ADHERENT ET PAR LOT.	10
CES STATISTIQUES SONT PRESENTÉES SOUS LA FORME D'UN FICHIER EXCEL COMPORTANT LES MENTIONS SUIVANTES :	10
NOM DE L'ÉTABLISSEMENT	10
N° DE LOT	10
DESIGNATION PRODUIT	10
QUANTITE COMMANDEE	10
PRIX UNITAIRE (€ HT)	10
TOTAL	10
(€ HT)	10
TVA	10
TOTAL	10
(€ TTC)	10
3-5 PLAN DE PROGRES LIE AU DEVELOPPEMENT DURABLE	10
L'ÉTABLISSEMENT ADHERENT EXAMINE LES MESURES LIEES AU DEVELOPPEMENT DURABLE MISES EN PLACE PAR LE TITULAIRE AU SEIN DE SON ÉTABLISSEMENT PENDANT L'EXECUTION DU MARCHÉ.	10
SI LES MESURES PROPOSÉES NE SONT PAS SATISFAISANTES, L'ÉTABLISSEMENT SE RESERVE LE DROIT DE METTRE EN PLACE UN PLAN DE PROGRES AVEC L'ATTRIBUTAIRE.	10
L'ATTRIBUTAIRE DOIT, DANS LES 6 MOIS QUI SUIVENT LA MISE EN PLACE DE CE PLAN, FOURNIR UN REPORTING DES MESURES MISES EN PLACE POUR REpondre AUX OBJECTIFS FIXES.	10
ARTICLE 4 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS	10
ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE	11
ARTICLE 6 – FORME DE PRIX	11
ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT	14
ARTICLE 8 – PENALITES	16
ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHÉ ET EXECUTION PAR DEFAUT	17
9-1 RESILIATION	17

9-2 EXECUTION PAR DEFAUT	17
ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX.....	18
ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES.....	18

ARTICLE 1 – OBJET ET DUREE DU MARCHE

1-1 OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet la fourniture et la livraison de boissons pour les établissements du groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud – FBOISS25.

Les établissements concernés par ce marché sont :

- Centre Hospitalier d'Aiguilles-Queyras
- EHPAD GUIL ECRINS de Guillestre
- Centre Hospitalier de Barcelonnette
- EHPAD St Anne de Jausiers
- Centre Hospitalier des Escartons de Briançon
- Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS Sites de Gap et Sisteron)
- Centre Hospitalier d'Embrun
- Centre Hospitalier Buëch-Durance de Laragne-Montéglin

1-2 DECOMPOSITION DU MARCHE

La consultation n'est pas allotie car il n'y a pas de prestations distinctes.

1-3 FORME DU MARCHE

Pouvoir adjudicateur :

Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud

Etablissement support et coordonnateur : Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud (CHICAS)

1, place Auguste Muret

B.P. 101

05007 GAP Cedex

Représenté par Monsieur Nicolas RAZOUX, Directeur d'établissement

Il s'agit d'un marché passé dans le cadre d'un appel d'offres ouvert, en application des articles L. 2124-1 et L. 2124-2 du Code de la Commande Publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de fournitures multi-attributaire (article R. 2162-2 du Code de la Commande Publique), exécuté au moyen de bons de commande (articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la Commande Publique).

Le seuil de commandes maximum annuel est de 4 fois la quantité mentionnée dans l'annexe financière.

L'estimation annuelle de commandes de l'ensemble des établissements du GHT05 s'élève à 87 000 € par an. Cette estimation est donnée à titre indicatif et n'engage pas le Groupement de commande, ni les établissements.

Modalités d'émission des bons de commande :

Le bon de commande comportera :

- ✓ les nom et adresse du titulaire
- ✓ les numéros et date du marché
- ✓ les numéros et date du bon de commande
- ✓ la désignation de la prestation commandée
- ✓ l'adresse de facturation
- ✓ le montant total hors taxes de la commande
- ✓ le taux et le montant de la TVA
- ✓ le montant total toutes taxes comprises.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché en application duquel il a été émis.

Pour tous les lots, le Coordonnateur se réserve le droit d'attribuer l'ensemble des lots de manière multi-attributaire. Dans ce cas-là, les bons de commande sont émis auprès du titulaire selon la méthode dite « en cascade ».

Un bon de commande est émis en priorité auprès du titulaire de premier rang au classement des offres. Si celui-ci n'est pas capable de répondre à la demande dans les délais exigés (cas de défaillance), un bon de commande est émis auprès du second titulaire d'après le classement des offres dans le cas où un titulaire de second rang a été notifié.

Les quantités portées au Bordereau de prix (annexe acte d'engagement) sont les consommations estimées pour la durée annuelle du marché en fonction des consommations de l'année 2024 et sont susceptibles de varier (non contractuelles).

Elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité du Groupement et des Etablissements adhérents vis-à-vis des titulaires. Ces derniers ne pourront prétendre à aucune indemnisation en cas de non-respect de ces quantités estimatives annuelles.

Chaque adhérent se réserve la possibilité de commander occasionnellement des produits non listés dans l'annexe "quantification/allotissement" mais figurant au catalogue du titulaire en respectant les rubriques correspondantes au(x) lot(s) attribué(s) de la présente consultation. Le titulaire proposera dans l'annexe au Bordereau de prix une remise sur son catalogue.

1-4 DUREE DU MARCHE

Cette prestation est conclue pour une période **d'un an à compter du 1er Décembre 2025** ou de sa date de notification au titulaire si celle-ci intervient après le 1er Décembre 2025, renouvelable trois fois par tacite reconduction par période de douze mois et pour une durée totale de quatre ans.

Reconduction du marché :

Conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la Commande Publique, le titulaire ne peut refuser la reconduction. En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informera le titulaire deux mois avant la date anniversaire du marché. La non-reconduction n'ouvre pas droit à indemnisation.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

2-1 PIECES CONTRACTUELLES

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement ;
- l'annexe financière (BPU) à l'acte d'engagement ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières dont l'exemplaire conservé dans les archives du Pouvoir Adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG – FCS), version du 30.03.2021 ;
- le mémoire technique ;
- les fiches techniques des produits proposés.

Les conditions générales de vente du titulaire sont inapplicables.

En cas de contradiction entre les documents qui précèdent, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

2-2 ASSURANCES

Le titulaire doit avoir souscrit un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers par l'exécution des prestations objet du marché, conformément à l'article 9 du CCAG – FCS.

Il doit justifier, au plus tard dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ce contrat d'assurance, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Durant l'exécution du marché, il doit produire à toute demande du pouvoir adjudicateur une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

ARTICLE 3 – CONDITIONS D'EXECUTION

3-1 COMMANDES

Les commandes sont faites par chacun des établissements adhérents au Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud au fur et à mesure des besoins, par bons de commande successifs qui porteront :

- la référence du marché,
- la désignation de la fourniture commandée,
- la quantité commandée,

- le prix d'engagement correspondant au prix du marché (cf. annexe acte d'engagement),
- le délai de livraison,
- l'adresse de facturation.

Les commandes sont transmises par télécopie, e-mail ou courrier et comportent tous les renseignements utiles.

3-2 CONDITIONS DE LIVRAISON

Les fournitures sont livrées aux risques et périls et aux frais du titulaire dans les conditions définies sur la fiche de "dispositif logistique" de chacun des établissements.

Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectuent sous l'entière responsabilité du titulaire.

Le titulaire est responsable des éventuelles défaillances du transporteur.

En cas de dysfonctionnements récurrents, le titulaire doit mettre en place un plan de progrès.

La livraison sera faite par le transporteur jusqu'au magasin de chacun des établissements de santé et médico-sociaux à leur date et heures d'ouverture précisées par chaque adhérent (fiches logistiques).

Toute livraison sera accompagnée d'un bon de livraison qui devra comporter notamment :

- la date d'expédition,
- la référence à la commande ou au marché,
- l'identification du titulaire et du transporteur,
- l'identification des fournitures livrées et leur répartition par colis,
- les quantités livrées.

Le titulaire devra assurer à ses frais la remise en état de toute dégradation occasionnée lors des opérations de livraison.

Le titulaire s'engage à effectuer la livraison, par quelque moyen que ce soit en cas de faits exceptionnels tels que grève par exemple.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire et ne pourra faire l'objet d'une facturation à l'établissement de santé ou médico-social concerné.

Le fournisseur assurera la reprise de tous les types de palettes et emballages le concernant lors de la livraison suivante.

Les fournitures seront livrées aux risques et périls et aux frais des fournisseurs.

Le transport des marchandises et les opérations de manutention à la livraison s'effectuent sous l'entière responsabilité du titulaire du marché.

Le titulaire demeure responsable des fraudes, avaries qui pourraient être commises par ses personnels ou transporteurs.

Le titulaire est responsable des éventuelles défaillances du transporteur.

En cas de dysfonctionnements récurrents, le titulaire doit mettre en place un plan de progrès.

3-3 VERIFICATIONS A LA LIVRAISON

3-3.1 Vérification quantitative

Les livraisons sont effectuées en présence d'un représentant du magasin de l'établissement de santé ou médico-social concerné, qui a seule qualité pour signer les bons de réception des fournitures.

Ces vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues aux articles 28 et 29 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité entre la quantité définie sur le bon de commande et celle portée sur le bon de livraison, ainsi que celle effectivement livrée.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la demande, l'établissement de santé peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans les délais qu'il prescrira.

Les quantités facturées devront correspondre aux quantités réellement livrées.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, ledit bon et son duplicata seront rectifiés, sous la signature du représentant du magasin de l'établissement de santé et du transporteur.

Le responsable du magasin de chaque établissement, se réserve la possibilité de rectifier les quantités indiquées sur le bon de livraison s'il constate une différence lors du déballage des colis.

3-3.2 Vérification qualitative

Ces vérifications sont effectuées lors de la livraison des fournitures dans les conditions prévues à l'article 29.2 du CCAG-FCS.

Elles consistent à vérifier la conformité des fournitures livrées avec les spécifications du marché ou de la commande.

Le responsable restauration de chaque établissement, ou son représentant, pourra refuser toute ou partie de la livraison s'il constate une défaillance.

Le fournisseur ne pourra en aucune manière prétendre à une indemnité.

Le titulaire s'engage à réaliser la reprise des produits non conformes, à ses frais et dans un délai de 96 heures. A défaut, elles seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire. L'établissement de santé ou médico-social décline alors toute responsabilité en ce qui concerne les produits retournés.

Le titulaire devra livrer, à ses frais, une fourniture conforme dans les 48 heures à compter de la livraison des produits suspects, défectueux, ou manquants.

Le titulaire s'engage par ailleurs à justifier toute non-conformité et à mettre en place des actions correctives afin d'éviter ou de limiter toute apparition de dysfonctionnements

Pour rappel, en cas de rupture, le titulaire doit proposer un produit de substitution de qualité équivalente ou supérieure au produit notifié et à un prix inférieur ou équivalent au produit notifié.

Tout colis détérioré sera refusé.

Les fournitures refusées devront être retirées sans délai.

→ **DLC des produits**

A la livraison, le produit devra présenter une DLC supérieure ou égale aux trois quarts de la date limite de consommation totale. Les produits ne respectant pas cette condition seront refusés. Le titulaire devra livrer un produit conforme dans les 48 heures.

→ **Fiche-incident**

La mise en place d'une « fiche incident » (jointe en annexe du présent CCP pour information) permettra d'établir une liaison entre les établissements, les titulaires, et l'établissement coordonnateur. Le but de cette fiche est de signaler les dysfonctionnements, d'améliorer la qualité du service rendu et de préserver de bonnes relations commerciales avec le fournisseur.

NB : après la réception des commandes, si les produits présentent un caractère suspect lors de leur utilisation (couleur, odeur, corps étranger...) l'établissement en informera le titulaire et un avoir pourra être demandé.

3-3.3 Admissions

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de refaction, d'ajournement ou de rejet sont prises par l'établissement de santé ou médico-social dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

3-4 SUIVI D'EXECUTION DU MARCHE

Le titulaire transmet à la cellule des marchés par voie électronique (cellulemarches@chicas-gap.fr), **tous les 12 mois**, un relevé des consommations par adhérent et par lot.

Ces statistiques sont présentées sous la forme d'un fichier EXCEL comportant les mentions suivantes :

Nom de l'établissement	N° de lot	Désignation produit	Quantité commandée	Prix unitaire (€ HT)	Total (€ HT)	TVA	Total (€ TTC)
------------------------	-----------	---------------------	--------------------	----------------------	--------------	-----	---------------

3-5 PLAN DE PROGRES LIE AU DEVELOPPEMENT DURABLE

L'établissement adhérent examine les mesures liées au développement durable mises en place par le titulaire au sein de son établissement pendant l'exécution du marché.

Si les mesures proposées ne sont pas satisfaisantes, l'établissement se réserve le droit de mettre en place un plan de progrès avec l'attributaire.

L'attributaire doit, dans les 6 mois qui suivent la mise en place de ce plan, fournir un reporting des mesures mises en place pour répondre aux objectifs fixés.

ARTICLE 4 – PROCEDURES EN CAS DE RUPTURE DE PRODUITS

En cas de rupture d'un produit indiqué sur la commande, le fournisseur retenu devra en avvertir l'acheteur au plus tard 48 heures avant la livraison prévue.

Tout changement de caractéristique d'un produit (provenance, conditionnement, etc...) devra faire l'objet d'un accord préalable du responsable de restauration.(Annexe fiche logistique établissement)

Le titulaire devra proposer un produit de substitution pour pallier la rupture, de qualité équivalente ou supérieure au produit notifié et à un prix inférieur ou équivalent au produit notifié. Le titulaire fournira la Fiche Technique du produit proposé.

Si le titulaire ne peut pallier cette rupture, les établissements hospitaliers concernés pourront s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur ; dans ce cas, la différence de prix constatée est à la charge du titulaire défaillant (exception si approvisionnement auprès du titulaire de 2^{ème} rang).

En cas de rupture définitive, le titulaire devra en informer le coordonnateur dans les plus brefs délais.

Le titulaire devra proposer un produit de remplacement sous peine de se voir appliquer une procédure d'exécution par défaut (cf. article 45 du CCAG-FCS) ; sauf en cas d'arrêt justifié (ex : arrêt de fabrication) et produit équivalent indisponible sur le marché.

Ces produits devront être de qualité équivalente ou supérieure au produit notifié, et à un

prix inférieur ou équivalent au produit notifié. Le titulaire fournira au coordonnateur la Fiche Technique du produit proposé.

Tout changement de produit sera soumis à validation du Coordonnateur.
Un échantillon pourra être demandé pour test.

ARTICLE 5 – DISCRETION ET CONFIDENTIALITE

Le titulaire est tenu au secret professionnel sur toutes les informations personnelles de santé, techniques, financières, ou organisationnelles, et documents auxquels il aurait accès dans le cadre du présent marché.

Sauf autorisation préalable écrite de l'acheteur, le titulaire s'interdit de publier, communiquer ou divulguer à quiconque, et de quelque façon que ce soit, toutes informations de quelque nature qu'elles soient, reçues directement ou indirectement de l'acheteur.

Le titulaire s'engage à informer son personnel, ses cotraitants et ses sous-traitants éventuels du caractère confidentiel des informations reçues et veille au respect de ladite confidentialité.

Les établissements s'engagent à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, reçues du titulaire.

En cas de violation de cette obligation et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire sans aucune possibilité de dédommagement.

Après l'exécution complète du marché, le titulaire s'engage à restituer l'ensemble des informations et documents transmis par l'établissement ou élaborés pour les besoins du marché, et à ne conserver aucune copie des dites informations ou desdits documents.

Cette confidentialité devra être respectée conformément à la durée légale ou réglementaire relative au contenu concerné notamment par les données nominatives de santé.

ARTICLE 6 – FORME DE PRIX

Les prix sont libellés en Euros avec 2 décimales maximum.

Les prix applicables sont ceux du jour de la commande.

Les marchés conclus sur la base du présent accord seront traités à prix unitaires, appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont calculés franco de port et d'emballage, quel que soit le montant de la commande. Ils sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la fourniture, ainsi que tous les frais afférents à la

facturation, au conditionnement, et au transport jusqu'aux lieux de livraison.

Le prix ne peut comporter de supplément d'aucune sorte, notamment pour frais de facturation.

Toute stipulation contraire mentionnée sur la facture est caduque.

Prix catalogue :

Le candidat précisera dans l'annexe Financière, la remise consentie sur tous les articles figurant à son catalogue du lot concerné. Le taux de remise indiqué est le taux minimum qui s'appliquera pendant toute la durée du marché. Le titulaire pourra consentir des taux de remise supérieurs, notamment en cas d'offres promotionnelles.

Les catalogues seront à fournir aux Etablissements adhérents à chaque mise à jour.

Promotions :

Le titulaire s'engage à faire bénéficier les adhérents des tarifs promotionnels en cours de marché.

Le fournisseur devra communiquer à chaque adhérent les catalogues de promotions ponctuelles sur les articles du marché et hors marché.

Modalités de révision des prix :

Les prix sont révisables semestriellement à compter de la notification du marché.

Deux mois avant la fin de la période (semestrielle) de l'accord-cadre, le titulaire peut adresser une demande de révision des prix à la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud par lettre recommandée avec accusé de réception ou par mail à cellulemarches@chicas-gap.fr. Cette nouvelle proposition tarifaire (tableau d'offre de prix) devra être justifiée au vu des nouveaux tarifs publics en vigueur.

L'absence de communication du nouveau barème de prix dans le délai imparti vaudra reconduction à l'identique pour la nouvelle période.

En cas de diminution, la Cellule des Marchés du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud devra aussi être informé deux mois avant la date du changement de tarif.

En cas de hausse, s'il n'y a pas d'opposition du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud dans la période de deux mois à réception de la demande et que la hausse est conforme aux dispositions ci-dessus, les nouveaux tarifs plafonds sont applicables à la date d'échéance du marché.

Aucune augmentation des tarifs ne pourra être appliquée sans l'accord exprès du Coordonnateur.

Méthode applicable pour la révision de prix :

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ; ce mois est appelé « mois zéro / M0 ».

Les demandes de révisions de prix doivent suivre les indices INSEE suivant : **Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 11.0 – Boissons, valeur au 28 mars 2025 : 111.4**

Formule :

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

P_n = prix révisé

P_o : Prix en cours de validité à la date de demande d'ajustement des prix

I_n : moyenne des indices de la période passée, (moyenne de l'indice M1 au dernier indice connu si première révision)

I_o : moyenne des indices de la période précédente ou indice de référence M0 si 1ère révision.

Exemple:

Si notification au 01/12/2025

NB : actualisation/révision semestrielle possible la 1^{ère} année d'exécution du marché

Au plus tard le 1^{er} avril 2026, le titulaire peut demander une actualisation/révision de ses tarifs applicables au 1 juin 2026.

Le titulaire devra proposer une actualisation/révision de prix justifiée par l'évolution des cours à compter du mois zéro.

Révision semestrielle exceptionnelle dans ce cas :

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

P_o = Prix en cours de validité à la date de demande d'ajustement des prix

I_n = moyenne des indices -> de M1 au dernier indice connu à la demande de révision de prix

I_o = indice de référence M0 car 1ère révision

Si aucune actualisation/révision de prix n'est demandée par le Titulaire, les tarifs sont reconduits à l'identique pour la nouvelle période.

Concernant la révision suivante :

Si aucune actualisation/révision de prix n'a été appliquée depuis la notification du marché, le Titulaire pourra, au plus tard le 1^{er} octobre 2026, demander une révision de ses tarifs applicables au 1^{er} décembre 2026.

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

P_o = Prix en cours de validité à la date de demande d'ajustement des prix

I_n = moyenne des indices -> de M1 au dernier indice connu à la demande de révision de prix (*)

I_o = indice de référence car 1ère révision

Si une actualisation/révision a été appliquée au 1^{er} juin 2026, le titulaire pourra, au plus tard le 1^{er} octobre 2026, demander une révision de ses tarifs applicables au 1^{er} décembre 2026 en suivant la formule :

$$P_n = P_o \times I_n / I_o$$

P_n = prix révisé

P_o : Prix en cours de validité à la date de demande d'ajustement des prix

I_n : moyenne des indices de la période passée

I_o : moyenne des indices de la période précédente (rappel pour ce cas = page précédente
(*))

Si aucune révision de prix n'est demandée par le Titulaire, les tarifs sont reconduits à l'identique pour la nouvelle période.

Clause de sauvegarde :

Le Groupement de commandes du GHT05 se réserve le droit de refuser la hausse proposée si la demande du titulaire ne lui paraît pas acceptable.

En effet, si les révisions demandées dépassent l'évolution des cotations et qu'aucun accord ne peut être trouvé avec le titulaire, le coordonnateur se réserve le droit de refuser la demande de révision des lignes concernées. Ces produits devront être supprimés du BPU le temps de trouver un accord ou le cas échéant, jusqu'à la fin du marché, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnisation.

D'autre part, en cours d'exécution du marché, et en cas d'évènement extérieur aux parties, imprévisible, et bouleversant temporairement l'équilibre du marché, survenant en cours d'exécution, notamment d'ordre sanitaire, climatique ou économique, le Coordonnateur pourra étudier une augmentation supérieure dans le respect de la réglementation en vigueur et sur justificatifs.

La demande devra :

- apporter tout éléments de preuve (nationaux, internationaux, courrier, articles etc..) justifiant de la fluctuation des coûts et fournir la copie des factures d'achats
- prouver que les augmentations de tarifs sont appliquées à l'ensemble de ses clients ;
- répercuter la hausse sur sa société et pas seulement sur le Groupement.

Dans l'hypothèse où aucun accord n'a pu être trouvé, le Groupement se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché, à la date de changement de prix, et sans préavis, lorsque celui-ci conduit à une augmentation non acceptable au regard des contraintes budgétaires des établissements adhérents.

Le Groupement se réserve le droit de solliciter à tout moment l'avis de la Direction de la Concurrence, de la Consommation et de la Répression des Fraudes.

ARTICLE 7 – FACTURATION - CONDITIONS DE PAIEMENT

Chacun des établissements hospitaliers fera l'objet d'une facturation particulière.

Les factures seront libellées par le titulaire, après service fait, à l'ordre de :

✚ Pour le site hospitalier de LARAGNE :

Centre Hospitalier Buëch-Durance
Direction des Achats et de la Logistique
Rue du Docteur Provansal
05300 LARAGNE-MONTEGLIN

- ✚ Pour les sites hospitaliers de SISTERON et de GAP (CHICAS) :
Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud
DAET
1, place Auguste Muret
B.P. 101
05007 GAP CEDEX
- ✚ Pour le site hospitalier d'EMBRUN :
Centre Hospitalier
Direction des Achats
8, rue Pierre et Marie Curie
05200 EMBRUN
- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES QUEYRAS :
Centre Hospitalier
Rue Saint Jacques
05470 AIGUILLES
- ✚ Pour le site hospitalier de BRIANCON :
GCS Plateforme hospitalière
24, avenue Adrien Daurelle
05100 Briançon
- ✚ Pour le site hospitalier de BARCELONNETTE :
Centre Hospitalier Pierre Groues
8, rue Maurin
04400 BARCELONNETTE
- ✚ Pour l'EHPAD de GUILLESTRE
EHPAD Guil Ecrins
Le Queyron
05600 GUILLESTRE

Chaque facture établie par le titulaire portera, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et raison sociale du créancier
- référence du marché (numéro),
- numéro de compte postal ou bancaire tel qu'il est précisé dans l'offre
- désignation de la prestation
- montant et taux de la T.V.A.
- montant total H.T. et T.T.C.

La facture sera déposée sur le site CHORUS (<https://chorus-pro.gouv.fr>) :

- ✚ Pour le site hospitalier de LARAGNE :
 - N° SIRET CHBD : 200 030 153 00015
 - Code service : CHBD_ECONOMAT
- ✚ Pour les sites hospitaliers de SISTERON et de GAP (CHICAS) :
 - N° SIRET CHICAS : 260 503 479 00016

- Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
 - ✓ SE : SERVICES ECONOMIQUES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
 - ✓ ou SE-SCP : SERVICES ECONOMIQUES sans commande préalable (s'il n'y a pas de bon de commande).
- ✚ Pour le site hospitalier d'EMBRUN :
 - N° SIRET CH EMBRUN : 260 500 053 00012
 - Code service (correspondant aux deux premières lettres du bon de commande) :
 - ✓ SE : SERVICES ECONOMIQUES (le numéro d'engagement correspond au numéro du bon de commande)
- ✚ Pour le site hospitalier d'AIGUILLES-QUEYRAS :
 - N° SIRET CH AIGUILLES : 260 500 038 00013
- ✚ Pour le site hospitalier de BRIANCON :
 - N° SIRET CHEB : 260 500 046 00016
- ✚ Pour le site hospitalier de BARCELONNETTE :
 - N° SIRET CH BARCELONNETTE : 260 400 023 000 40
 - Code service : consulter l'établissement
- ✚ Pour l'EHPAD de GUILLESTRE
 - N° SIRET EHPAD GUIL ECRINS : 260 503 44 60 0015

Chaque établissement se libérera des sommes dues au titulaire par l'émission d'un mandat et le virement sur le compte bancaire précisé sur le marché interviendra dans les 50 jours à réception de la facture.

Le délai de paiement est suspendu si la facture n'est pas conforme aux exigences du marché.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de retard de paiement est égal aux taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire est de quarante euros.

En cas de changement de domiciliation bancaire en cours d'exécution du marché, le titulaire adressera dans les meilleurs délais au Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud, Cellule des Marchés, sous pli recommandé, les renseignements relatifs à la nouvelle domiciliation.

ARTICLE 8 – PENALITES

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud se réserve le droit d'appliquer les pénalités ci-après.

Le titulaire s'engage sur des jours précis de livraison.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel de livraison est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée selon la formule ci-après :

$$P = V \times R / 50$$

P = Montant des pénalités

V = Valeur produits en retard

R = Nombre de jours de retard

Ces pénalités devront être retranscrites sous forme d'avoir sur demande de l'établissement hospitalier concerné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, les pénalités peuvent être dues dès le premier euro.

ARTICLE 9 – RESILIATION DU MARCHE ET EXECUTION PAR DEFAULT

9-1 RESILIATION

Le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud pourra résilier le marché sans indemnité dans les conditions prévues au Chapitre 7 du CCAG-FCS cité ci-dessus :

- en cas d'infraction caractérisée aux clauses contractuelles, en particulier si la prestation est évaluée comme insuffisante ou non satisfaisante,
- en cas de liquidation judiciaire du titulaire (les offres faites par les créanciers pour la poursuite du marché pourront être acceptées sur avis du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud),
- en cas de redressement judiciaire, dans le cas où le titulaire n'est pas autorisé par le Tribunal à continuer l'exploitation de son entreprise.

9-2 EXECUTION PAR DEFAULT

En cas d'inexécution des prestations ou de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud fera appel à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire du marché (article 45 du CCAG-FCS).

En cas de différence de prix au détriment du Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, celle-ci sera mise de plein droit à la charge du titulaire du marché. La diminution du prix ne profite pas au titulaire.

ARTICLE 10 – RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNES (RGPD)

Tout contrat intégrant des données à caractère personnel (DCP) au sens du RGPD (*c'est-à-dire toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable; est réputée être une «personne physique identifiable» une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale*) doit intégrer des clauses contractuelles spécifiques.

Le titulaire pourra être sollicité par les établissements adhérents afin de compléter et signer un document relatif au RGPD matérialisant leur engagement.

Dans le cas de transfert de données hors UE, le titulaire s'engage à remplir et à signer *a minima* les clauses contractuelles types (CCT) dont le modèle est fourni par la commission européenne (version du 4 juin 2021) > EUR-Lex - 32021D0914 - FR - EUR-Lex (europa.eu).. Le titulaire prend acte que des mesures complémentaires pourront être requises dans ce cadre afin de garantir un niveau de protection équivalent à celui prévu dans l'Espace économique européen et afin de nous assurer de l'effectivité des mesures proposées dans les CCT au regard de la législation en vigueur au niveau du pays tiers.

ARTICLE 11 – DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dispositions du CCAG-FCS sont applicables au présent marché :

- dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent document ou différentes de ces mêmes dispositions,
- en particulier, l'article 9 déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS,
- pour toutes les clauses non précisées dans le présent document cahier des charges particulières.

ARTICLE 12 – CONTESTATIONS ET LITIGES

Les litiges portant sur la fourniture seront réglés suivant les dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

Tout différend survenant à l'occasion de la consultation sera soumis au coordonnateur du Groupement de Commandes qui assure le suivi du marché, mais ne saurait en aucun cas se substituer au représentant légal de chaque établissement adhérent en matière de contentieux éventuel.

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre les adhérents et le titulaire du marché ne pourront être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentané, des prestations à effectuer.

Toutes contestations relatives à l'exécution ou à l'interprétation du présent marché relèveraient du Tribunal Administratif de MARSEILLE, 22 rue de Breteuil, 13281 MARSEILLE CEDEX 06, tél. : 04.91.13.48.13, e-mail : greffe.ta-marseille@juradm.fr.

Fait à GAP, le 22/04/2025

Pour le Groupement de commandes du GHT des Alpes du Sud, le coordonnateur :
Pour le Directeur du Centre Hospitalier Intercommunal des Alpes du Sud et par
délégation,

La Directrice Adjointe : *va*



Chloé SCHMITT

